

La crise alimentaire ... Quels plan[t]s pour la planète ?

Compte-rendu du Rendez-vous du 25 novembre 2008

Dès 2006, la FAO annonçait une crise alimentaire grave, alors que les prix étaient au plus bas. Si la hausse des prix des denrées agricoles, début 2008, ont précipité un nombre accru de personnes dans une période de disette structurelle, l'origine de la crise n'est cependant pas, comme on aurait tendance à l'imaginer, l'augmentation inconsidérée du coût des « matières premières ».

La faim gagne du terrain et aujourd'hui, 923 millions d'humains en souffrent, soit 75 millions de plus que l'année dernière.

Alors que 2200 calories sont nécessaires, par jour, par personne, soit un équivalent céréales de 200 kg par an, actuellement, 300 kg d'équivalent céréales sont disponibles. La pauvreté est donc avant tout provoquée par une compétition sur le marché mondial

Les origines sont multiples, les causes immédiates ou différées : baisse des stocks mondiaux (de 116 jours de stock en 2006, on est passé à 67 jours, le seuil de sécurité s'élevant à 71 jours !), effondrement de la production suite à diverses crises climatiques, recentrage des productions pour des besoins intérieurs, augmentation du prix du pétrole, report sur l'agriculture des activités spéculatrices sur les marchés à court terme, politique de dérégulation des prix sous l'impulsion des politiques d'ajustements structurels de la FMI, des pratiques de libre-échange prônées par l'OMC et les accords de Doha dont les conséquences sont à la fois un dumping social et un transfert de la richesse du travail vers le capital avec comme conséquence un abaissement du coût du travail.

Il existe des rapports de productivité allant de 1 à 200 entre un paysan casamançais (Sénégal) et un riziculteur de Louisiane (USA) ou de Camargue (France). Le premier cultivant 0,5 hectare de rizière et produisant approximativement 1 tonne de riz par unité de surface, soit 500 kg de riz par an. Son concurrent peut aisément semer 100 hectares et obtenir des rendements supérieurs à 5 tonnes. Or, pour espérer vendre sa production, le paysan sénégalais doit s'aligner sur les prix des céréales importés et donc accepter une rémunération 200 fois inférieure !

Certains affirment que les pays doivent réfléchir en terme d'avantages comparatifs. Là aussi, comment un paysan qui ne manie que des outils manuels, qui ne dispose d'aucune traction animale, qui n'utilise que des engrais organiques, dans le meilleur des cas, peut être compétitif avec un agriculteur qui dispose de facteurs de production auto mécanisés.

L'intensification des cultures, l'utilisation des OGM ont de graves conséquences sur l'environnement : réduction tragique de la biodiversité, pollution des sols alarmante, intoxication progressive de l'ensemble des espèces de la chaîne alimentaire. Les abeilles disparaissent (80% des espèces végétales ont besoin des abeilles pour être fécondées), des recherches scientifiques démontrent le lien, aujourd'hui avéré, entre les substances toxiques et la baisse de fertilité observée chez les hommes ...

Quelle serait une politique agricole idéale ?

En juillet, le cycle de Doha s'est soldé « par un échec ». Les États-Unis, l'Inde et la Chine ne sont pas parvenus à s'entendre sur les importations agricoles, et plus spécialement sur l'établissement d'un mécanisme de sauvegarde permettant à un pays d'appliquer des tarifs douaniers particuliers sur ses produits de l'agriculture face à une trop forte hausse des importations ou à une baisse des prix excessive.

Les pays du Nord seraient donc inspirés en ne signant aucun accord futur.

Lors de sa création, les deux principaux outils de la PAC, les protections aux frontières (la préférence communautaire) et les dispositifs d'intervention, visaient à réguler les prix intérieurs. Aujourd'hui, on note une dérive dans la distribution des aides.

Actuellement, 5% des exploitations françaises (dont le montant d'aides dépasse 50 000 €) concentrent 25% des aides et parallèlement, 40 % des exploitations françaises bénéficient d'une somme annuelle inférieure à 5000 €.

Une meilleure répartition des subventions de la PAC vers des paysans dont les savoir-faire sont respectueux de l'environnement et des Hommes serait judicieuse pour éviter une détérioration des espaces ruraux.

Renoncer à l'exportation de nos céréales, favoriser une politique de droits de douane suffisants, au moins dans un premier temps, afin que les pays les plus fragiles puissent bénéficier d'une rentrée fiscale suffisante pour développer des services publics, des infrastructures ...

Créer des marchés régionaux entre agriculteurs ayant des productivités similaires, mettre en place des soutiens à la production agricole et aux crédits, améliorer l'accès aux semences de qualité et aux engrais, proposer des formations adaptées aux agriculteurs et assurer un suivi sur le terrain, lutter pour une meilleure gouvernance des Etats, contre des régimes corrompus ... constituent autant de mesures sur lesquelles il est urgent de réfléchir.

Les mobilisations ici et là-bas se multiplient.

Des syndicats la Confédération paysanne, le MODEF...) mobilisent leurs adhérents pour rechercher des alternatives.

L'attribution d'un marché public peut se faire grâce à une clause de mieux-disant profitable, par exemple, pour proposer dans les établissements scolaires des repas dont les aliments sont issus de l'agriculture biologique.

Les accords ACP-UE ont dernièrement été bloqués par la société civile.

A Cancun, dans le cadre des négociations de l'Accord sur l'agriculture à l'OMC, notamment sur le coton, des organisations paysannes et de producteurs agricoles du monde entier ont pris des positions communes contre la logique actuelle des négociations et pour la mise en oeuvre de politiques agricoles et commerciales solidaires. Face à ces fortes mobilisations, les gouvernements africains ne pouvaient pas revenir dans leur pays avec, dans leur poche, un accord pour la mise en place de mesures libérales !

Les initiatives locales portent leurs fruits. A Madagascar, une politique de régulation du prix du riz s'est mise en place. Au Cameroun, la filière du poulets a été relancée qui stoppa l'inondation du marché intérieur de poulets congelés de basse qualité et toxico logiquement dangereux pour la population locale provenant d'Europe ou du Brésil.

Les paysans organisent des filières, de la production à la transformation des produits. Ces activités agro-alimentaires, souvent gérées par des femmes, favorisent l'intégration des femmes dans la société, une baisse globale de la pauvreté dans les foyers, une meilleure prise en charge éducative et sanitaire des enfants.

Si nous pouvons donc être optimistes quant aux expériences paysannes et aux savoir faire pour nourrir, en 2050, 9 milliards d'humains, reste naturellement à y associer des politiques agricoles éthiques.

La soirée s'est achevée par des questions, des remarques, des expériences : la régulation de l'accès au foncier a été évoquée notamment par rapport à l'achat de terre (exemple de Madagascar) par un Etat (en l'occurrence la Corée) pour garantir leur propres approvisionnements ; la recherche de moyens pour la mise en place d'infrastructures hydrauliques ; les changements dans les habitudes de consommation, au nord comme au sud et les problèmes d'obésité qui surgissent au sein des populations précarisées ; la prise en compte d'une alimentation de qualité au sein des cantines scolaires et d'entreprises ; l'émigration, résultat d'un processus de dépréciation des populations, chez elles ; les accords de libre-échange (ALE) bilatéraux ou régionaux que multiplie l'Europe, sur tous les continents, en imposant à ses partenaires, particulièrement aux plus faibles d'entre eux, un libre-échange total, mais libéré de la contrainte des négociations multilatérales.